

Partie 1 Généralités

1.1 TRAVAUX VISÉS PAR LES DOCUMENTS CONTRACTUELS

- .1 Les travaux prévus dans le présent contrat comprennent la réfection de la clôture périphérique, des barrières, des routes d'accès, du nivellement et des ponceaux situés à l'aéroport de Wabush, à Wabush (Terre-Neuve-et-Labrador), et désignés comme les « Travaux ».

1.2 ORDRE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

- .1 Exécuter les travaux par étapes pour permettre l'utilisation continue des lieux.
- .2 Coordonner le calendrier d'avancement des travaux et l'utilisation des locaux pendant la construction.
- .3 Maintenir l'accès aux fins de la lutte contre l'incendie; prévoir également les moyens de lutte contre l'incendie.
- .4 Les travaux doivent être programmés de manière à maintenir en permanence la circulation sur les routes afin de permettre l'accès des véhicules d'urgence. L'entrepreneur doit soumettre le plan de signalisation et de gestion de la circulation cinq (5) jours avant le début des travaux aux fins d'approbation par le représentant du Ministère.
- .5 L'entrepreneur soumettra aux fins d'approbation un plan de construction par étapes indiquant le secteur des travaux et le calendrier de chaque étape.
- .6 L'entrepreneur soumettra aux fins d'approbation un plan indiquant la zone de construction proposée qui sera clôturée avec les points d'accès, y compris les zones de dépôt des matériaux. La porte C sera un point d'accès désigné pour les entrepreneurs. Les zones de dépôt et de stockage doivent être adjacentes à la porte C, à l'extérieur de la zone opérationnelle. Toutes les exigences doivent être confirmées et approuvées par le représentant du Ministère après l'attribution du contrat.

1.3 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 Coordonner l'utilisation des lieux selon les directives du représentant du Ministère.
- .2 Trouver les zones de travail ou d'entreposage supplémentaires nécessaires à l'exécution des travaux aux termes du présent contrat et en payer le coût. Obtenir et payer des services d'accompagnateurs.

1.4 SERVICES EXISTANTS

- .1 Avant d'interrompre des services publics, il faut en informer le représentant du Ministère ainsi que les entreprises de services publics concernées, et obtenir les autorisations nécessaires.
- .2 S'il faut exécuter des repiquages sur les réseaux existants ou des raccordements à ces réseaux, aviser le représentant du Ministère 48 heures avant le moment prévu d'interruption des services électriques ou des installations mécaniques. Veiller à ce que la durée des interruptions soit aussi courte que possible. Effectuer les travaux aux heures

- indiquées par les autorités compétentes en dérangeant le moins possible les activités des locataires.
- .3 Établir l'emplacement et l'étendue des conduites de service dans la zone des travaux avant le commencement des travaux. Informer le représentant du Ministère des constatations.
 - .4 Soumettre à l'approbation du représentant du Ministère un calendrier relatif à l'arrêt ou à la fermeture d'installations ou d'ouvrages actifs, y compris l'interruption de services de communications ou de l'alimentation électrique. Se conformer au calendrier des travaux approuvé et en informer les parties concernées.
 - .5 Fournir des services temporaires appropriés lorsqu'exigé par le représentant du Ministère pour maintenir les services essentiels du bâtiment.
 - .6 Installer des passerelles de chantier pour le franchissement des tranchées, afin de maintenir une circulation piétonne et automobile normale.
 - .7 Lorsque des services inconnus sont rencontrés, aviser immédiatement le représentant du Ministère et confirmer les observations par écrit.
 - .8 Protéger, déplacer ou maintenir en service les canalisations de services publics qui sont fonctionnelles. Si des canalisations non fonctionnelles sont découvertes durant les travaux, les obturer d'une manière approuvée par les autorités compétentes.
 - .9 Consigner l'emplacement de toutes les canalisations de services publics, qu'elles aient été déplacées ou mises hors fonction, ou encore qu'elles soient demeurées intactes.
 - .10 Construire des barrières de protection conformément à la section 01 56 00 – Ouvrages d'accès et de protection temporaires.

1.5 DOCUMENTS REQUIS

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants :
 - .1 dessins contractuels;
 - .2 devis;
 - .3 addenda;
 - .4 dessins d'atelier révisés;
 - .5 liste des dessins d'atelier non révisés;
 - .6 autorisations de modification;
 - .7 autres avenants au contrat;
 - .8 rapports des essais effectués sur place;
 - .9 exemplaire du calendrier des travaux approuvé;
 - .10 plan de santé et de sécurité et autres documents relatifs à la sécurité;
 - .11 autres documents prescrits.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 ENTRÉES ET SORTIES

- .1 Comme cette installation est un aéroport actif, le représentant du Ministère désignera un point d'accès de l'entrepreneur à la zone opérationnelle.

1.2 UTILISATION DES LIEUX ET DES INSTALLATIONS

- .1 Exécuter les travaux en dérangeant le moins possible l'exploitation normale des lieux. À cet égard, prendre les dispositions nécessaires avec le représentant du Ministère pour faciliter l'exécution des travaux prescrits.
- .2 Lorsque les travaux sont de nature à compromettre la sécurité de la zone d'exploitation, prendre les moyens nécessaires pour rétablir provisoirement cette sécurité. Ériger des clôtures temporaires sur le chantier, au besoin, pour garder la zone d'exploitation de l'aéroport entièrement fermée. Fournir des barrières verrouillables au besoin. Toutes les clôtures et les barrières doivent avoir une hauteur minimale de 2,13 m. **L'entrepreneur doit également employer les services de deux (2) commissionnaires accompagnateurs toute la durée du projet. L'entrepreneur assumera les coûts associés aux services d'accompagnateurs.**
- .3 L'entrepreneur doit fournir les installations qu'il juge nécessaires à l'exécution des travaux. Assurer la propreté des installations sanitaires.
- .4 Protéger les ouvrages par des moyens temporaires jusqu'à ce que les fermetures permanentes soient installées.

1.3 SERVICES EXISTANTS

- .1 Avant d'interrompre des services publics, il faut en informer le représentant du Ministère ainsi que les entreprises de services publics concernées, et obtenir les autorisations nécessaires.
- .2 S'il faut exécuter des piquages sur les réseaux existants ou des raccordements à ces réseaux, aviser le représentant du Ministère 48 heures avant le moment prévu d'interruption des services électriques ou des systèmes mécaniques. Veiller à ce que la durée des interruptions soit aussi courte que possible. Procéder aux interruptions après les heures normales de travail des occupants, de préférence la fin de semaine.
- .3 Construire des barrières de protection conformément à la section 01 56 00 – Ouvrages d'accès et de protection temporaires.

1.4 EXIGENCES SPÉCIALES

- .1 Les heures de travail sont du lundi au vendredi, de 7 h à 20 h. Le représentant du Ministère doit approuver le travail les samedis, les dimanches et les jours fériés.
- .2 L'entrepreneur doit exécuter les travaux qui génèrent du bruit du lundi au vendredi, entre 7 h et 20 h. Le représentant du Ministère doit approuver le travail les samedis, les dimanches et les jours fériés.

- .3 S'assurer que les membres du personnel de l'entrepreneur qui travaillent sur le chantier connaissent les règlements et les respectent, notamment les règlements sur la sécurité incendie, la circulation routière et la sécurité au travail.
- .4 Limiter ses déplacements à la zone des travaux et aux voies d'entrée et de sortie du chantier.
- .5 Les entrées et les sorties des véhicules de l'entrepreneur sur le chantier sont limitées à la limite de la zone de construction et au point d'accès de la zone opérationnelle, comme approuvé par le représentant du Ministère.
- .6 Livrer les matériaux sur le chantier du lundi au vendredi, entre 7 h et 20 h, sauf approbation contraire du représentant du Ministère.

1.5 ENVIRONNEMENT SANS FUMÉE

- .1 Il est interdit de fumer.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 EXIGENCES GÉNÉRALES DU FORMULAIRE DE SOUMISSION

- .1 Une soumission à prix FORFAITAIRE vise la rémunération complète pour les travaux nécessaires à l'exécution du contrat. Lorsqu'elles sont combinées, ces soumissions visent la rémunération complète pour tous les travaux nécessaires à l'achèvement de l'ensemble des travaux.

1.2 MESURAGE ET PAIEMENT

- .1 L'entrepreneur fournira un prix FORFAITAIRE pour réaliser les travaux comme indiqué dans les documents contractuels.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 01 11 00 – Sommaire des travaux

1.2 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 L'entrepreneur doit planifier et administrer les réunions de projet tout au long du déroulement des travaux.
- .2 L'entrepreneur doit enregistrer le compte rendu de chaque réunion, y intégrer les procédures et les décisions importantes et déterminer les mesures à prendre par les parties.
- .3 L'entrepreneur doit faire des copies du compte rendu et les distribuer aux participants et aux parties concernées absentes de la réunion dans les trois (3) jours suivant la tenue de la réunion.
- .4 Les représentants de l'entrepreneur, du sous-traitant et des fournisseurs qui assistent aux réunions de projet sont habilités et autorisés à intervenir au nom des parties qu'ils représentent.

1.3 RÉUNION PRÉALABLE AUX TRAVAUX

- .1 Dès la mise à disposition des dessins « émis pour la construction », l'entrepreneur doit organiser une réunion des parties au contrat pour aborder et résoudre les procédures et les responsabilités administratives.
- .2 Doivent être présents à cette réunion le représentant du Ministère, l'entrepreneur, les sous-traitants, les inspecteurs sur place et les superviseurs.
- .3 Déterminer le moment et l'emplacement de la réunion et aviser les parties concernées au moins cinq (5) jours avant la tenue de celle-ci.
- .4 Avant la signature de la convention, y entrer les modifications aux documents contractuels sur lesquelles les parties se sont entendues.
- .5 Points devant figurer à l'ordre du jour :
 - .1 désignation des représentants officiels des participants aux travaux;
 - .2 calendrier des travaux;
 - .3 calendrier de présentation des dessins d'atelier;
 - .4 exigences relatives aux installations temporaires, à la signalisation, aux bureaux, au stockage, aux services publics et aux clôtures temporaires;
 - .5 calendrier de livraison de l'équipement prescrit;
 - .6 sécurité du chantier;
 - .7 modifications proposées, autorisations de modification, procédures, approbations requises, pourcentages de marge permis, prolongations de délais, heures supplémentaires et autres modalités administratives;
 - .8 demandes d'acomptes mensuels, procédures administratives, photos et retenues;

- .9 désignation des organismes et des organismes chargés de l'évaluation et d'essai;
- .10 assurances, relevés des polices.

1.4 RÉUNIONS SUR L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

- .1 Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur organisera des réunions d'avancement aux deux (2) semaines.
- .2 L'entrepreneur, les sous-traitants et le représentant du Ministère doivent être présents.
- .3 Points devant figurer à l'ordre du jour :
 - .1 lecture et approbation du compte rendu de la réunion précédente;
 - .2 examen de l'avancement des travaux depuis la réunion précédente;
 - .3 observations sur place, problèmes et conflits;
 - .4 problèmes ayant des répercussions sur le calendrier des travaux;
 - .5 examen des calendriers de livraison des produits fabriqués hors chantier;
 - .6 procédures et mesures correctives visant à rattraper les retards pour permettre le respect du calendrier établi;
 - .7 révision du calendrier des travaux;
 - .8 examen du calendrier d'avancement, au cours des étapes successives des travaux;
 - .9 révision du calendrier de soumission des documents et des échantillons requis; accélération du processus au besoin;
 - .10 maintien des normes de qualité;
 - .11 examen des modifications proposées et de leurs possibles répercussions sur le calendrier des travaux et sur la date d'achèvement de ceux-ci;
 - .12 divers.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

- .1 Remettre au représentant du Ministère les documents mentionnés aux fins d'examen. Les remettre rapidement et dans l'ordre prescrit afin de ne pas entraîner de retard dans les travaux. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
- .2 Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que l'examen de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminé.
- .3 Présenter les dessins d'atelier et les fiches techniques en unités métriques (SI).
- .4 Lorsque les éléments ne sont pas produits ou fabriqués en unités métriques ou encore que les caractéristiques ne sont pas données en unités SI, des valeurs converties peuvent être acceptées.
- .5 Examiner les documents et les échantillons avant de les remettre au représentant du Ministère. Par cette vérification préalable, l'entrepreneur confirme que les exigences applicables aux travaux ont été ou seront déterminées et vérifiées, et que chacun des documents et des échantillons soumis a été examiné et trouvé conforme aux exigences des travaux et des documents contractuels. Les documents et les échantillons qui ne seront pas estampillés, signés, datés et identifiés en rapport avec le projet particulier seront retournés sans être examinés et seront considérés comme rejetés.
- .6 Aviser par écrit le représentant du Ministère, au moment du dépôt des documents et des échantillons, des écarts que ceux-ci présentent par rapport aux exigences des documents contractuels, et en exposer les motifs.
- .7 S'assurer de l'exactitude des mesures prises sur place par rapport aux ouvrages adjacents touchés par les travaux.
- .8 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le représentant du Ministère ne dégage en rien l'entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces complètes et exactes.
- .9 Conserver sur le chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis.

1.2 DESSINS D'ATELIER ET FICHES TECHNIQUES

- .1 L'expression « dessins d'atelier » désigne les dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de rendement ou de rendement, dépliants et autre documentation que doit fournir l'entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.
- .2 Les dessins d'atelier présentés doivent porter le sceau et la signature d'un ingénieur reconnu ou détenant une licence l'autorisant à exercer dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador (Canada), au besoin.
- .3 Les dessins d'atelier doivent indiquer les matériaux à utiliser ainsi que les méthodes de construction, de fixation ou d'ancrage à employer, et ils doivent contenir les schémas de montage, les détails des raccordements, les notes explicatives pertinentes et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux. Lorsque des ouvrages ou des

éléments sont reliés ou raccordés à d'autres ouvrages ou à d'autres éléments, indiquer sur les dessins qu'il y a eu coordination des prescriptions, quelle que soit la section aux termes de laquelle les ouvrages ou les éléments adjacents seront fournis et installés. Faire des renvois au devis et aux dessins de conception.

- .4 Prévoir quatorze (14) jours afin de permettre au représentant du Ministère d'examiner chaque document présenté.
- .5 Les modifications apportées aux dessins d'atelier par le représentant du Ministère ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, en aviser le représentant du Ministère par écrit avant d'entreprendre les travaux.
- .6 Faire les changements aux dessins d'atelier que demande le représentant du Ministère conformément au dossier contractuel. Au moment de soumettre les dessins de nouveau, aviser le représentant du Ministère par écrit des modifications qui ont été apportées en sus de celles exigées.
- .7 Les documents soumis doivent être accompagnés d'une lettre d'envoi contenant les renseignements suivants :
 - .1 la date;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse de l'entrepreneur;
 - .4 la détermination et la quantité de chaque dessin d'atelier et des données sur les produits;
 - .5 toute autre donnée pertinente.
- .8 Les présentations doivent comporter :
 - .1 la date de préparation et les dates de révision;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse des personnes suivantes :
 - .1 le sous-traitant;
 - .2 le fournisseur;
 - .3 le fabricant.
 - .4 L'estampille de l'entrepreneur, signée par le représentant autorisé de ce dernier, certifiant que les documents soumis sont approuvés, que les mesures prises sur place ont été vérifiées et que l'ensemble est conforme aux exigences des documents contractuels.
 - .5 Les détails pertinents visant les portions de travaux concernées :
 - .1 les matériaux et les détails de fabrication;
 - .2 la disposition ou la configuration, avec les dimensions, y compris celles prises sur place, ainsi que les jeux et les dégagements;
 - .3 les détails concernant le montage ou le réglage;
 - .4 les caractéristiques telles que la puissance, le débit ou la contenance;
 - .5 les caractéristiques de rendement;
 - .6 les normes de référence;
 - .7 la masse opérationnelle;

- .8 les schémas de câblage;
- .9 les schémas unifilaires et unilignes et les diagrammes schématiques;
- .10 les liens avec les ouvrages adjacents.
- .9 Après la révision du représentant du Ministère, distribuer des copies.
- .10 Soumettre une copie électronique des dessins d'atelier prescrits dans les sections techniques du devis et selon les exigences raisonnables du représentant du Ministère.
- .11 Des copies électroniques des feuilles ou brochures de données sur les produits liées aux exigences précisées dans les sections du devis doivent être présentées, à la demande du représentant du Ministère, lorsque des dessins d'atelier ne seront pas préparés en raison de la normalisation de la fabrication des produits visés.
- .12 Soumettre une copie électronique des rapports des essais prescrits dans les sections techniques du devis et exigés par le représentant du Ministère.
 - .1 Le rapport signé par le représentant officiel du laboratoire d'essai doit attester que des matériaux, produits ou systèmes identiques à ceux proposés dans le cadre des travaux ont été éprouvés conformément aux exigences prescrites.
 - .2 Les essais doivent avoir été réalisés dans les trois (3) ans précédant la date d'adjudication du contrat relatif au projet.
- .13 Soumettre des copies électroniques des rapports des certificats prescrits dans les sections techniques du devis et exigés par le représentant du Ministère.
 - .1 Les documents, imprimés sur du papier de correspondance officielle du fabricant et signés par un représentant de ce dernier, doivent attester que les produits, matériaux, matériels et systèmes fournis sont conformes aux prescriptions du devis.
 - .2 Les certificats doivent porter une date postérieure à l'attribution du contrat et indiquer la désignation du projet.
- .14 Soumettre une copie électronique des instructions du fabricant prescrites dans les sections techniques du devis et exigées par le représentant du Ministère.
 - .1 Documents préimprimés décrivant la méthode d'installation des produits, matériels et systèmes, y compris des notices particulières et des fiches signalétiques indiquant les obstacles, les risques ainsi que les mesures de sécurité à mettre en place.
- .15 Soumettre une copie électronique des rapports des contrôles effectués sur place par le fabricant, prescrits dans les sections techniques du devis et exigés par le représentant du Ministère.
- .16 Soumettre les rapports des essais et des vérifications ayant été effectués par le représentant du fabricant dans le but de confirmer la conformité des produits, matériaux, matériels ou systèmes installés aux instructions du fabricant.
- .17 Soumettre une copie électronique des fiches d'exploitation et d'entretien prescrites dans les sections techniques du devis et exigées par le représentant du Ministère.
- .18 Supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas aux travaux.

- .19 En sus des renseignements courants, fournir tous les détails supplémentaires qui s'appliquent aux travaux.
- .20 Lorsque les dessins d'atelier ont été vérifiés par le représentant du Ministère et qu'aucune erreur ou omission n'a été décelée ou que seules des corrections mineures ont été apportées, une copie électronique révisée sera retournée, et les travaux de façonnage et d'installation peuvent alors être entrepris. Si les dessins d'atelier sont refusés, une copie annotée sera retournée et une nouvelle présentation des dessins d'atelier corrigés doit être faite, selon la procédure décrite précédemment, avant que la fabrication et l'installation de l'ouvrage puissent débuter.
- .21 L'examen des dessins d'atelier par le représentant du Ministère vise uniquement à vérifier la conformité au concept général des données indiquées sur ces derniers.
 - .1 Cet examen ne signifie pas que le représentant du Ministère approuve la conception détaillée présentée dans les dessins d'atelier, responsabilité qui incombe à l'entrepreneur qui les soumet, et ne dégage pas non plus ce dernier de l'obligation de transmettre des dessins d'atelier complets et exacts, et de se conformer à toutes les exigences des travaux et des documents contractuels.
 - .2 Étant donné ce qui précède et sans restriction, l'entrepreneur est responsable de la confirmation et la corrélation des dimensions sur le chantier, des informations relatives exclusivement aux processus de fabrication ou aux techniques de construction et d'installation et de la coordination des travaux avec les corps d'état du second œuvre.

1.3 COPIE NUMÉRIQUE

- .1 Fournir des copies numériques en format PDF de toutes les soumissions examinées.

1.4 CERTIFICATS ET COMPTES RENDUS

- .1 Présenter les documents exigés par la commission des accidents du travail immédiatement après l'attribution du contrat.
- .2 Présenter une preuve d'assurance immédiatement après l'attribution du contrat.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 GÉNÉRALITÉS

- .1 Avant le début des travaux, le représentant du Ministère organisera une séance d'information à l'intention de tout le personnel de l'entrepreneur. La séance sera donnée par l'administration aéroportuaire et portera sur les procédures relatives au déplacement de l'équipement et du personnel ainsi que sur les travaux dans les pistes en service, les voies de circulation ou les aires de stationnement en exploitation ou à proximité.
- .2 Le représentant du Ministère coordonnera une présentation sur la sûreté et la sécurité pour l'entrepreneur et son personnel qui devront accéder au chantier.
- .3 Tout le personnel de l'entrepreneur autorisé à utiliser l'aéroport pour accéder au chantier recevra un laissez-passer de visiteur de zone spéciale. Ce laissez-passer doit toujours être conservé pendant les heures de travail.
 - .1 Tout le personnel de l'entrepreneur sera escorté par des commissionnaires.
L'entrepreneur doit employer les services de deux (2) accompagnateurs pendant toute la durée du projet. L'entrepreneur assumera les coûts associés aux services d'accompagnateurs.
- .4 L'entrepreneur doit être prêt à évacuer tout le personnel et l'équipement des surfaces opérationnelles et de la bande de piste à 30 minutes de préavis. L'entrepreneur doit se coordonner avec le personnel d'exploitation de l'aéroport pour s'assurer que les zones évacuées sont approuvées par le représentant du Ministère comme étant sécuritaires pour les activités aériennes dans les délais requis.

1.2 MESURES DE PROTECTION

- .1 Ne pas entraver les activités de l'aéroport sans l'autorisation du représentant du Ministère.
- .2 Fournir une protection temporaire pour permettre le passage en toute sécurité du personnel, des véhicules et des aéronefs à proximité des travaux.
- .3 Prévoir des barrières et des panneaux de signalisation, éclairés la nuit ou en cas de mauvaise visibilité, et des drapeaux le jour, selon les directives du représentant du Ministère. Ces dispositions doivent empêcher le personnel de l'aéroport de passer par inadvertance dans les zones de construction et le personnel de construction de passer dans les zones opérationnelles.
- .4 Fournir des conteneurs pour les débris, et le nettoyage doit être effectué au fur et à mesure de l'avancement des travaux et à un rythme quotidien pour éviter les dommages par corps étrangers (FOD) aux aéronefs. Veiller à empêcher que les ordures provenant des travaux sur ce projet ne soient emportées par le vent dans tout l'aéroport.
- .5 Assurer le mouillage des surfaces et des zones pour éviter les risques de FOD ou de poussière (comme l'ingestion dans le moteur de l'aéronef ou la visibilité des risques de l'aéronef).

- .6 Localiser toutes les installations et tous les objets fixes à une distance horizontale d'au moins 3 m des clôtures de sécurité primaires côté ville et 1 m de la clôture de sécurité côté piste.
- .7 Ne pas stationner de véhicules, ne pas placer de matériel de construction et ne pas mettre en tas des matériaux à moins de 3 m de toute clôture de sécurité côté ville et à moins de 1 m de la clôture de sécurité côté piste lorsque vous ne travaillez pas à la construction de nouvelles clôtures.

1.3 BARRIÈRES TEMPORAIRES ET DÉLINÉATEURS

- .1 L'entrepreneur sera responsable de fournir tous les matériaux, la quincaillerie ou les dispositifs nécessaires pour délimiter le chantier et les différentes étapes de construction aux fins de sécurité et de contrôle de la circulation, sans frais supplémentaires pour le représentant du Ministère.

1.4 FERMETURE DES INSTALLATIONS CÔTÉ PISTE

- .1 Effectuer les travaux nécessitant une interruption des opérations aéroportuaires à l'heure indiquée, en perturbant le moins possible les opérations aéroportuaires.
- .2 Soumettre au représentant du Ministère, aux fins d'approbation, un calendrier relatif aux interruptions ou à la fermeture des installations aéroportuaires en activité. Respecter rigoureusement le calendrier approuvé.
- .3 Les installations fermées ne peuvent être rouvertes avant d'avoir été inspectées et approuvées par le représentant du Ministère.

1.5 COORDINATION DES DÉPLACEMENTS DANS LES AIRES EN EXPLOITATION

- .1 Informer le représentant du Ministère chaque jour avant de commencer les travaux dans une zone adjacente aux installations aéroportuaires en activité ou sur celles-ci.
- .2 Soumettre le calendrier des travaux au représentant du Ministère, aux fins d'approbation.
- .3 Contrôler les déplacements du matériel et du personnel conformément aux directives du représentant du Ministère.
- .4 Obéir immédiatement aux signaux du commissionnaire de l'administration aéroportuaire.
- .5 Toute personne qui ne respecte pas les signaux du commissionnaire de l'administration aéroportuaire se verra retirer immédiatement l'accès au côté piste.

1.6 SÉCURITÉ DES VOLS

- .1 Avant de permettre au personnel de travailler à côté d'une piste, de voies de circulation, d'aires de stationnement en activité ou de travailler dans un rayon de 91 m de l'axe de piste et à 6 m du bord d'asphalte d'autres installations en activité (voie de circulation, aire de trafic), il faut établir un contact avec le représentant du Ministère et obtenir des autorisations particulières. Une fois établi à l'aéroport, maintenir en permanence le contact radio sur le chantier avec les commissionnaires. Observer toutes les instructions immédiatement et de façon explicite.
- .2 L'entrepreneur doit se conformer aux directives des commissionnaires en ce qui concerne les retraits.

- .3 Observer toutes les instructions immédiatement et de façon explicite.
- .4 Avant de commencer les travaux, veiller à obtenir les autorisations de fermeture des installations contiguës.
- .5 Pendant les heures de travail, prévoir des signaleurs aux croisements des installations en activité.
- .6 Tous les véhicules de l'entrepreneur utilisés dans l'aéroport doivent être équipés d'un gyrophare de couleur orange ou être escortés par un véhicule qui l'est.

1.7 AIRES FERMÉES A LA CIRCULATION DES AÉRONEFS

- .1 Bien identifier les aires qui ne peuvent être utilisées par les aéronefs durant les travaux prévus au présent contrat en plaçant une signalisation diurne de danger et des feux rouges la nuit. Il est interdit de se servir de flammes nues en présence de carburants inflammables.
- .2 Coordonner la démolition des aires qui ne peuvent être utilisées conformément au plan par étapes au cours de la construction.
- .3 Stationner l'équipement non utilisé et stocker les matériaux dans les aires approuvées par le représentant du Ministère afin que l'équipement :
 - .1 ait un sommet inférieur à un rapport de 50 (horizontal) pour 1 (vertical) à partir des extrémités de la piste d'atterrissage utilisable;
 - .2 soit inférieur à un rapport de 20 (horizontal) pour 1 (vertical) à partir des côtés des aires de circulation des aéronefs;
 - .3 se trouve en dehors des limites des zones de retrait.
- .4 Placer des feux au sommet des équipements mobiles, selon les indications reçues. Les objets mobiles, à l'exception des aéronefs, sur l'aire de manœuvre sont balisés par des feux à éclats de couleur jaune, à part les véhicules associés aux situations d'urgence, qui seront dotés de feux à éclats de couleur rouge, ou rouge et jaune. Les exigences sont les suivantes :
 - .1 une intensité effective du feu comprise entre 40 et 400 candelas;
 - .2 une couverture en azimuth (horizontale) de 360°;
 - .3 une intensité maximale de 0° à 10° au-dessus de l'horizontale et une intensité réduite à 1/10 de l'intensité maximale de 10° à 15° au-dessus de l'horizontale;
 - .4 une fréquence de feu de 75 (±15) éclairs par minute.

1.8 DOMMAGES PAR CORPS ÉTRANGERS (FOD)

- .1 Les dommages par corps étrangers (FOD) peuvent se produire à chaque fois qu'un corps étranger entre en contact avec un aéronef. Les corps étrangers sont tout ce qui est étranger au terrain d'aviation, y compris, mais sans s'y limiter : la poussière de construction, les chapeaux, les chiffons, les capuchons de stylos, le papier, les pierres ou la boue des pneus de véhicules, etc.
- .2 Le représentant du Ministère mettra en œuvre en tout temps dans la zone de construction et dans la zone opérationnelle des procédures de contrôle des

dommages par corps étrangers (FOD). L'entrepreneur a la responsabilité du maintien de la propreté des voies de circulation et aires de trafic en exploitation à proximité du chantier pendant les travaux.

- .3 L'entrepreneur doit inspecter régulièrement le chantier à la recherche de FOD pendant les quarts de travail.
- .4 Garder sur le chantier de construction le matériel suivant, approuvé par le représentant du Ministère, de dimensions et de puissance suffisantes :
 - .1 un tracteur avec balayeuse de rue muni d'un balai électrique, ou un véhicule similaire, équipé d'un balai rotatif non métallique motorisé, d'une largeur d'au moins 2,4 m, pour le contrôle des dommages par corps étrangers (FOD) et le nettoyage des surfaces opérationnelles adjacentes touchées par des activités de construction. Un balayage des lieux pour contrôler les FOD doit être effectué à la fin de chaque journée de travail et lorsque le représentant du Ministère le demande;
 - .2 un camion-citerne pouvant fournir assez d'eau pour abattre la poussière et pour les besoins de la construction.
- .5 Lorsque les voies d'accès traversent des pistes, des voies de circulation ou des aires de stationnement en activité, maintenir les passages exempts de boue et de débris de FOD en tout temps. Nettoyer immédiatement avec un balai.
- .6 Inspecter et nettoyer régulièrement le matériel si nécessaire pour enlever les cailloux, la saleté et la boue susceptibles de s'y accumuler. L'inspection et le nettoyage seront effectués avant que l'équipement pénètre dans l'aérodrome et avant qu'il passe des zones sans revêtement aux pistes, aux aires de trafic ou aux surfaces connexes bétonnées ou bitumées.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* (1986), modifié.
- .2 *Législation provinciale – Occupational Health and Safety Regulations* (2012).

1.2 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR INFORMATION ET APPROBATION

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Soumettre un plan de santé et de sécurité propre au chantier. Soumettre, au plus tard sept (7) jours après la date de signification de l'ordre d'exécution et avant la mobilisation de la main-d'œuvre, un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier. Ce plan doit comprendre :
 - .1 les résultats de l'évaluation des risques et dangers pour la sécurité propres au chantier;
 - .2 les résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité figurant dans le plan des travaux.
- .3 Soumettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux.
- .4 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
- .5 Soumettre les fiches de données de sécurité (FDS) du SIMDUT.
- .6 Le représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité préparé par l'entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations après réception de ce document.
- .7 L'examen par le représentant du Ministère du plan final de santé et de sécurité préparé par l'entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'entrepreneur en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction.
- .8 Surveillance médicale : lorsque prescrit par une loi, un règlement ou un programme de sécurité, présenter un certificat de surveillance médicale pour le personnel sur le chantier avant le début des travaux et fournir au représentant du Ministère des certificats supplémentaires pour tout nouvel employé qui travaille sur le chantier.
- .9 Plan d'intervention d'urgence sur le chantier : étudier les procédures d'exploitation normalisées à mettre en œuvre durant les urgences.

1.3 PRODUCTION DE L'AVIS DE PROJET

- .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales compétentes. Fournir au représentant du Ministère une copie du ou des avis de projet avant le début des travaux.

1.4 ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ

- .1 Faire une évaluation des risques et dangers pour la sécurité présents sur ce chantier en ce qui a trait à l'exécution des travaux.

1.5 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Exécuter les travaux conformément à la section 01 41 00 – Exigences réglementaires.

1.6 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 Conformément à la loi de Terre-Neuve-et-Labrador sur la santé et la sécurité au travail et aux règlements pris en vertu de cette loi, les entrepreneurs sont tenus de mettre en place un programme de santé et de sécurité. Les exigences de conformité quant à la teneur, au détail et à la mise en application d'un tel plan sont à la discrétion de l'autorité compétente provinciale visée. Aux fins du présent contrat, le programme en matière de santé et de sécurité doit inclure un plan (le « Plan ») en la matière propre au chantier qui donne un aperçu des substances et des conditions dangereuses connues et identifiées, les évalue et les traite. Ce plan doit également évaluer les dangers rencontrés pendant l'exécution des travaux en identifiant et documentant les risques nouveaux ou potentiels pour la santé et la sécurité qui n'avaient pas été relevés et identifiés auparavant.
- .2 Fournir au représentant du Ministère une (1) copie du programme de santé et de sécurité préalablement au début des travaux au chantier. Cette copie fournie au représentant du Ministère permettra à celui-ci d'évaluer la teneur du plan en regard des exigences contractuelles reliées à la présence sur le chantier de substances et/ou de conditions dangereuses connues. Cet examen d'évaluation ne doit pas être interprété comme une approbation implicite par le représentant du Ministère du plan comme étant complet, précis et conforme aux exigences de la loi sur la santé et la sécurité au travail de la province de Terre-Neuve-et-Labrador et des règlements généraux d'application de la loi, et ne dégage pas l'entrepreneur de ses obligations légales en vertu de ladite loi.
- .3 Le programme de santé et de sécurité comprendra l'interdiction d'envoyer des messages textes ou d'utiliser un téléphone cellulaire lors de la conduite ou de l'utilisation d'équipement lourd.
- .4 Le représentant du Ministère peut transmettre ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.
- .5 L'entrepreneur doit s'assurer que tout le personnel du chantier est familiarisé avec le contenu du plan et conserver des preuves documentaires à cet effet.
- .6 L'entrepreneur doit prendre des mesures pour s'assurer que tout le personnel entrant sur le chantier est informé qu'il doit se conformer au plan.
- .7 Le représentant du Ministère se réserve le droit d'exiger l'éloignement de toute personne ne respectant pas le plan. Toute personne expulsée du chantier ne sera pas autorisée à y retourner, sauf si le représentant du Ministère l'autorise.

1.7 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 L'entrepreneur doit assumer le rôle de constructeur décrit par la loi sur la santé et la sécurité au travail et par le règlement relatif aux projets de construction.
- .3 Respecter, et faire respecter par les employés, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier.

1.8 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Se conformer à la plus récente version de la LSST et du règlement qui en résulte.
- .2 Observer et faire respecter les mesures de sécurité aux abords des chantiers exigées par :
 - .1 le Code national du bâtiment – Canada (édition la plus récente);
 - .2 la *Occupational Health and Safety Act* de Terre-Neuve-et-Labrador;
 - .3 la commission provinciale des accidents du travail;
 - .4 les ordonnances et les arrêtés municipaux;
 - .5 en cas d'incohérence entre des dispositions des autorités ci-dessus, la disposition la plus stricte s'applique.
- .3 Fournir et maintenir en vigueur une assurance contre les accidents de travail pendant toute la durée du contrat. Avant le début des travaux, au moment de l'exécution provisoire et avant le paiement final, remettre au représentant du Ministère une lettre de la commission des accidents du travail attestant que le compte de l'entrepreneur est en règle.

1.9 DANGERS IMPRÉVUS

- .1 En présence de conditions, de risques et dangers ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en informer le représentant du Ministère de vive voix et par écrit.
- .2 En présence de conditions, de risques et dangers ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, aviser le coordonnateur de la santé et de la sécurité et observer les procédures conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et aviser le représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.10 COORDONNATEUR DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ

- .1 Embaucher une personne compétente et autorisée à titre de coordonnateur de la santé et de la sécurité, et l'affecter aux travaux. Le coordonnateur de la santé et de la sécurité doit répondre aux critères suivants :

- .1 avoir une expérience liée au chantier et propre aux activités réalisées dans le cadre du présent contrat;
- .2 posséder une connaissance pratique des règlements sur la santé et la sécurité en milieu de travail;
- .3 assumer la responsabilité des séances de formation de l'entrepreneur en matière de santé et de sécurité au travail, et vérifier que seules les personnes qui ont complété avec succès la formation requise ont accès au chantier pour exécuter les travaux;
- .4 assumer la responsabilité de la mise en application, du respect dans le menu détail et du suivi du plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier par l'entrepreneur;
- .5 être présent sur le chantier durant l'exécution des travaux et rendre compte directement au superviseur du chantier.

1.11 AFFICHAGE DES DOCUMENTS

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en consultation avec le représentant du Ministère.

1.12 DÉCLARATION D'ACCIDENT

- .1 Faire enquête sur les accidents ou les incidents et les signaler, comme il est prescrit dans la loi de Terre-Neuve-et-Labrador sur la santé et sécurité au travail et les règlements généraux d'application de la loi.
- .2 Aux fins du présent contrat, enquêter immédiatement sur les accidents ou les incidents mettant en cause les situations suivantes et en remettre un rapport au représentant du Ministère :
 - .1 les blessures qui requièrent ou non des soins médicaux et qui entraînent une perte de temps au travail pour la ou les personnes blessées;
 - .2 l'exposition à des produits chimiques ou à des substances toxiques;
 - .3 les dommages matériels;
 - .4 une interruption du fonctionnement d'éléments d'infrastructure voisins et/ou intégrés pouvant entraîner des pertes.
- .3 En ce qui concerne l'enquête sur les incidents et les accidents et leur déclaration, l'entrepreneur est tenu de réagir en temps opportun afin de corriger l'acte qui a été jugé avoir causé l'incident ou l'accident. Il doit également indiquer par écrit les mesures prises pour empêcher qu'un tel incident ou accident survienne de nouveau.

1.13 CONTRÔLE DU CHANTIER ET ACCÈS

- .1 Assurer la surveillance du chantier et de ses points d'accès. À cette fin, délimiter et isoler les aires du chantier de construction des autres aires avoisinantes et contiguës, en utilisant des moyens appropriés.
- .2 Mettre en œuvre des procédures pour donner une permission d'accès aux personnes qui doivent avoir accès au chantier. Ces procédures visant à accorder la permission d'accéder au chantier doivent être conformes aux dispositions de la loi de Terre-Neuve-et-Labrador

sur la santé et sécurité au travail et aux règlements généraux d'application de la loi, ainsi qu'au programme de santé et de sécurité de l'entrepreneur.

- .3 S'assurer que les personnes ayant accès au chantier sont munies de l'équipement de protection individuelle (EPI) minimal prévu dans le programme de santé et de sécurité de l'entrepreneur, et qu'elles le portent. Doter les personnes qui doivent avoir accès au chantier d'un EPI satisfaisant aux exigences minimales déjà indiquées, ou les dépassant, et adapté aux exigences précises des activités au chantier que doivent accomplir ces personnes, et s'assurer que celles-ci ont reçu la formation préalable à l'utilisation de cet EPI et le portent effectivement. L'entrepreneur est responsable de l'efficacité de l'EPI fourni en sus des minimums exigés.
- .4 Ériger une signalisation aux points d'entrée du chantier et à d'autres emplacements stratégiques en périphérie, identifiant clairement le ou les secteurs des travaux « interdits » aux personnes non autorisées. La signalisation doit être réalisée selon les règles de l'art; elle doit porter des symboles graphiques bien connus et ne doit pas servir à des fins publicitaires, mais uniquement aux fins précisément liées à la sécurité du chantier et à l'affichage des coordonnées des principales personnes-ressources.
- .5 Assurer la sécurité du chantier en tout temps afin d'éviter tout accès non autorisé.

1.14 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Régler immédiatement tout problème de non-conformité aux règles de santé et sécurité signalé par l'autorité compétente ou par le représentant du Ministère.
- .2 Remettre au représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si l'entrepreneur n'apporte pas les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.

1.15 DYNAMITAGE

- .1 Le dynamitage ou toute autre utilisation d'explosifs est interdit.

1.16 ARRÊT DES TRAVAUX

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 *Loi sur les pêches* (1985) et règlements pertinents, modifiés.
- .2 *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* et règlements pertinents, modifiés.
- .3 *Loi sur les espèces en péril* (2002) [LEP] et règlements pertinents, modifiés.
- .4 *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (2012).
- .5 Politique fédérale sur la conservation des terres humides (1991).
- .6 *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999) et règlements pertinents, modifiés.
- .7 Législation provinciale – *Water Resources Act* (2002), modifiée.
- .8 Législation provinciale – *Endangered Species Act* (2001), modifiée.
- .9 Législation provinciale – *Occupational Health and Safety Regulations* (2012).
- .10 *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* (1986), modifié.

1.2 GÉNÉRALITÉS

- .1 Se conformer à l'ensemble des exigences réglementaires et des directives municipales, provinciales et fédérales en matière de protection de l'environnement et de conservation des ressources naturelles.
- .2 Le non-respect des exigences environnementales peut entraîner un ordre de suspendre les travaux ou une évaluation des dommages équivalant au montant de la réparation du dommage causé.
- .3 L'entrepreneur intégrera dans la soumission tous les coûts nécessaires pour satisfaire aux exigences relatives à la protection de l'environnement. Les demandes de suppléments ne seront pas prises en compte.

1.3 RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

- .1 Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de prendre connaissances des exigences relatives à la protection de l'environnement, des pratiques de gestion optimales et des mesures antipollution nécessaires pour satisfaire à ces exigences.
- .2 L'entrepreneur est responsable de fournir une formation de sensibilisation au personnel du chantier en ce qui concerne l'intervention en cas de déversement et le contrôle des sédiments et de l'érosion.
- .3 L'entrepreneur est tenu de fournir tous les matériaux, la main-d'œuvre, les outils et l'équipement et d'effectuer toutes les opérations nécessaires pour répondre aux exigences réglementaires et aux exigences de protection de l'environnement de ce projet.
- .4 L'entrepreneur doit se conformer aux lois, aux ordonnances, aux codes et aux règlements fédéraux, provinciaux et locaux lorsqu'il manipule, enlève ou élimine la terre, l'eau, les matériaux de rebut, les débris et les déchets.
- .5 Fournir et maintenir pendant la durée du contrat les dispositifs de contrôle tels que définis dans le présent contrat. Au cours des travaux, l'évaluation des caractéristiques de contrôle

peut indiquer la nécessité de caractéristiques supplémentaires ou de modifications des caractéristiques de contrôle existantes. L'entrepreneur sera tenu de mettre en œuvre les changements nécessaires pour atteindre les objectifs de protection de l'environnement. Ne pas enlever les dispositifs de contrôle, à moins d'avoir une autorisation du représentant du Ministère.

1.4 PROCÉDURES D'ATTÉNUATION

- .1 L'entrepreneur doit S'ASSURER que les procédures d'atténuation suivantes sont suivies.
 - .1 Pétrole, huiles et lubrifiants
 - .1 Ne pas ravitailler le matériel à moins de 100 mètres d'un cours d'eau, de terres humides ou d'un bassin collecteur d'eaux pluviales, à moins de le faire à un endroit approuvé par le représentant du Ministère et d'avoir mis en place des dispositifs de protection contre les déversements.
 - .2 Utiliser des contenants pour produits pétroliers approuvés comportant des buses de remplissage à l'épreuve des déversements pour distribuer le carburant. S'assurer que la buse comporte un clapet à fermeture automatique empêchant le carburant de s'écouler tant que la buse n'est pas insérée dans le contenant à remplir. Lorsque la buse est retirée du contenant récepteur, le clapet coulissant se ferme pour éliminer tout déversement de carburant. Les buses doivent comporter un évent automatique pour éviter que l'utilisateur ait à ouvrir ou à fermer les entrées d'air du contenant verseur.
 - .3 La buse doit supporter le poids du contenant verseur. Utiliser des buses qui arrêtent automatiquement l'écoulement lorsque le contenant récepteur est plein.
 - .4 Il faut signaler au représentant du Ministère tous les déversements de produits pétroliers comme l'essence, le kérosène, le naphte, les huiles de graissage, les huiles pour moteurs, les graisses, ainsi que les liquides de dégivrage ou les antigels, peu importe la quantité déversée.
 - .2 Défrichage et essouchement
 - .1 Réduire au minimum le décapage de la terre végétale et de la végétation pour empêcher l'érosion et la sédimentation des cours d'eau.
 - .2 Protéger les arbres et les végétaux sur le chantier et sur les terrains adjacents, au besoin.
 - .3 Protéger les racines des arbres jusqu'à la périphérie du feuillage pendant les travaux d'excavation et de nivellement du terrain pour empêcher toute perturbation ou tout dommage. Éviter de faire circuler des matériaux inutilement, de les jeter et de les entreposer au-dessus des zones où les racines se trouvent.
 - .3 Gestion des déchets
 - .1 Il est interdit d'enfouir des déchets et des matériaux de rebut sur le chantier.
 - .2 Il est interdit de jeter des déchets ou des matières volatiles, comme des essences minérales, de l'huile ou du diluant à peinture dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou les égouts sanitaires. Assurer des procédures d'élimination appropriées conformément à la LCPE, à la LTMD et à tous les règlements provinciaux applicables.
 - .3 Les feux et le brûlage des rebuts sur le chantier sont interdits.
 - .4 Gestion des eaux superficielles

- .1 Il faut installer les dispositifs d'évacuation et les pompes temporaires nécessaires pour éviter l'accumulation d'eau dans les déblais et sur le site.
- .2 Il est interdit de pomper de l'eau contenant des matières en suspension ou des sédiments dans les cours d'eau, les égouts ou les réseaux d'évacuation des eaux superficielles.
- .3 Assurer l'évacuation ou l'élimination des eaux contenant des matières en suspension ou des substances nocives conformément aux exigences des autorités locales.
- .5 Circulation et entretien du matériel
 - .1 Garer le matériel sur une surface de niveau, à des endroits situés loin des cours d'eau et des terres humides et approuvés par le représentant du Ministère. Le matériel présentant des fuites doit être retiré du chantier.
 - .2 Le matériel stationné sur le chantier doit être verrouillé; il faut également l'inspecter pour déterminer s'il comporte des fuites et, le cas échéant, protéger le sol contre ces dernières.
 - .3 Il est interdit de vidanger l'huile ou de réparer du matériel sur le chantier.
 - .4 Effectuer le ravitaillement sur des surfaces de niveau, en béton de ciment Portland ou en béton bitumineux mélangé à chaud, selon l'approbation du représentant du Ministère.
- .6 Contrôle de l'érosion et des sédiments
 - .1 Le sol apparent doit être stabilisé dès que possible par le compactage, l'épandage de foin et/ou l'ensemencement ou le gazonnement.
 - .2 Placer des balles de foin entre les tas de déchets et les bassins collecteurs pour réduire au minimum le transport des sédiments.
 - .3 Tous les ouvrages de protection du périmètre (p. ex., les clôtures anti-érosion) doivent être installées avant tout remuement des sols.
 - .4 Les ouvrages de contrôle de l'érosion doivent être entretenus et ne doivent pas être retirés tant que la zone n'est pas stabilisée une fois les activités de construction terminées.
- .7 Autres contrôles
 - .1 S'assurer que les travaux de construction n'ont pas d'effets négatifs sur les cours d'eau adjacents, les terres humides, les eaux souterraines et la faune.
 - .2 Entretenir les installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution, et mises en place en vertu du présent contrat.
 - .3 Contrôler les émissions produites par le matériel et l'atelier conformément aux exigences des autorités locales.
 - .4 Empêcher les matériaux de décapage par jet de sable et les autres matières étrangères de contaminer l'air au-delà de la zone d'application en prévoyant des abris temporaires.
 - .5 Arroser les matériaux secs et recouvrir les rebuts afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Prévoir des mesures de lutte antipoussière sur les routes temporaires.
 - .6 S'assurer que les travaux de construction ne contribuent pas à une pollution sonore excessive de l'air dépassant les normes municipales ou toute autre norme applicable.
 - .7 Employer les moyens qui auront été jugés raisonnables et approuvés par le représentant du Ministère afin de protéger les matériaux récupérés contre les actes de vandalisme et le vol, les intempéries et l'endommagement accidentel par le matériel lourd.

- .8 Exécuter les travaux à la lumière du jour aussi souvent que possible. À la fin de chaque journée de travail, éteindre les appareils d'éclairage, à l'exception de ceux requis aux fins de sécurité.
- .9 L'entrepreneur doit enlever toutes les structures temporaires à la fin des travaux.

1.5 SITUATIONS D'URGENCE ET PLANIFICATION D'URGENCE

- .1 L'entrepreneur est responsable de la préparation aux situations d'urgence et de la planification d'urgence pour tous les incidents environnementaux.
 - .1 L'entrepreneur doit avoir en sa possession des fournitures suffisantes sur place pour procéder au nettoyage de toutes les substances potentiellement dangereuses utilisées pendant les travaux, par exemple, les carburants, les huiles, les lubrifiants, etc.
 - .2 Dans l'éventualité d'un déversement, l'entrepreneur doit prendre immédiatement les mesures correctives pour arrêter, contenir et nettoyer la matière.
 - .3 Tous les déversements doivent être signalés immédiatement au représentant du Ministère. Dans l'éventualité du déversement de plus d'un (1) litre de substance dangereuse, l'entrepreneur doit immédiatement en informer les autorités appropriées.
 - .4 Les employés de l'entrepreneur doivent suivre une formation sur l'utilisation de la trousse d'urgence en cas de déversement et du matériel qu'elle contient.
 - .5 L'entrepreneur doit protéger tous les puits, y compris les puits secs, ainsi que tous les bassins collecteurs, les drains, les terres humides et les cours d'eau contre la contamination en cas de déversement.
 - .6 Si un déversement se produit, l'entrepreneur doit prendre les mesures correctives nécessaires sans frais pour le représentant du Ministère et enlever immédiatement le plus de sols contaminés possible. Toute autre activité de nettoyage doit être effectuée sans frais supplémentaires pour le représentant du Ministère. Le nettoyage doit être effectué à la satisfaction du représentant du Ministère.
 - .7 L'élimination des matériaux déversés doit se faire à l'extérieur du chantier, aux endroits approuvés à cette fin. Placer les matières ou les sols contaminés dans des conteneurs prévus pour les contaminants visés.

1.6 LISTE DES PRINCIPALES PERSONNES-RESSOURCES

- .1 Avant le début des activités de construction ou la livraison des matériaux et du matériel sur le chantier, l'entrepreneur doit fournir :
 - .1 le nom des personnes chargées de s'assurer de la conformité avec les exigences relatives à la protection de l'environnement;
 - .2 le nom et les compétences des personnes responsables de la formation du personnel de chantier;
 - .3 une description du programme de formation du personnel affecté à la protection de l'environnement.

1.7 PROTECTION DES ÉLÉMENTS HISTORIQUES ET ARCHÉOLOGIQUES

- .1 Si, au cours de la construction, des ressources historiques, archéologiques, culturelles, biologiques et/ou des terres humides sont découvertes, l'entrepreneur en informera immédiatement le représentant du Ministère et attendra des instructions écrites avant de poursuivre les travaux.

1.8 AVIS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Le représentant du Ministère avisera l'entrepreneur par écrit des problèmes de non-conformité observés par rapport aux lois et aux règlements environnementaux fédéraux, provinciaux et municipaux, aux permis, ainsi qu'au présent document contractuel. Le plus stricte s'applique.
- .2 Après réception d'un tel avis, l'entrepreneur doit informer le représentant du Ministère des mesures correctives proposées et prendre ces mesures aux fins d'approbation par ce dernier.
- .3 Le représentant du Ministère ordonnera l'arrêt des travaux jusqu'à ce que des mesures correctives satisfaisantes soient mises en place.
- .4 L'entrepreneur ne pourra se voir accorder une prolongation des délais ou un rajustement équitable à la suite d'un tel arrêt des travaux.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 GÉNÉRALITÉS

- .1 En raison de la nature de cette installation et des activités d'exploitation du client, les règlements de sécurité liés au chantier seront mis en œuvre pendant les travaux. Il est donc nécessaire :
 - .1 de contrôler et de limiter les déplacements des travailleurs de la construction sur le chantier;
 - .2 d'accompagner les travailleurs et de s'assurer que le personnel de sécurité les supervise continuellement;
 - .3 que les règles et règlements particuliers prescrits dans la présente section et indiqués par le représentant du Ministère soient rigoureusement suivis.
- .2 Il incombe à l'entrepreneur :
 - .1 de superviser les activités quotidiennes sur le chantier pendant la construction;
 - .2 de prendre connaissance des règles et des règlements de sécurité et de s'y conformer;
 - .3 d'informer tous les travailleurs et les sous-traitants des règlements de sécurité et de s'assurer qu'ils se conforment à toutes les règles et directives.
- .3 Le représentant du Ministère assurera la coordination d'une réunion préalable aux travaux entre l'entrepreneur et le personnel de gestion et de sécurité de l'installation au cours de laquelle seront fournis des renseignements et des directives sur le contrôle du chantier et les déplacements sur celui-ci.
- .4 Toute infraction liée aux règlements de sécurité du chantier de la part de l'entrepreneur, des travailleurs ou de tout sous-traitant embauchés pourrait avoir les conséquences suivantes :
 - .1 l'expulsion immédiate du contrevenant du chantier.

1.2 PERSONNEL DE L'ENTREPRENEUR

- .1 Soumettre un organigramme au représentant du Ministère avant de commencer les travaux sur le chantier. L'organigramme doit consigner et fournir les coordonnées des personnes suivantes :
 - .1 chef ou contremaître de chantier;
 - .2 commissionnaires;
 - .3 gestionnaire du CQ;
 - .4 bureaux de sécurité;
 - .5 superviseurs professionnels;

.6 tous les gestionnaires de sous-traitance.

1.3 PERSONNEL DE SÉCURITÉ

- .1 Obtenir et payer le coût des services de personnel de sécurité, membres du Corps canadien des commissionnaires, pour assurer une surveillance de sécurité et accompagner tous les travailleurs pendant toute la durée des travaux prévus.
- .2 Fournir au moins deux (2) commissionnaires sur place en tout temps pendant que des travaux sont effectués et lui confier les responsabilités suivantes :
 - .1 limiter le déplacement des travailleurs à la zone immédiate des travaux comme établie par le représentant du Ministère pour chaque étape des travaux;
 - .2 tenir une liste de contrôle de sécurité des travailleurs autorisés sur le chantier comme déterminé par l'entrepreneur et le représentant du Ministère;
 - .3 gérer la distribution et le contrôle des laissez-passer de visiteur;
 - .4 accompagner les travailleurs qui doivent circuler sur les lieux au-delà des zones de travail établies, y compris dans les corridors, les escaliers et les ascenseurs utilisés pour accéder aux zones de travail et pour les quitter;
 - .5 accompagner et surveiller les visiteurs de courte durée qui ont besoin d'accéder au chantier, par exemple, pour la livraison de matériaux ou pour effectuer des inspections.
- .3 Fournir des commissionnaires supplémentaires au besoin pour assurer la surveillance et l'accompagnement en raison des activités de l'entrepreneur pour veiller à ce qu'aucun travailleur ne soit laissé sans surveillance sur le chantier.
- .4 S'assurer que les commissionnaires sont présents sur les lieux pour toute la durée des quarts de travail, y compris pendant les pauses et les périodes après les quarts de travail, jusqu'à ce que tous les travailleurs aient quitté le chantier.
- .5 Le commissionnaire doit rester à l'intérieur de la zone des travaux et assurer une surveillance de tous les travailleurs en s'assurant que les règles et règlements de sécurité sont respectés et pour limiter le déplacement des travailleurs aux zones de travail approuvées.
- .6 Les commissionnaires doivent également accompagner les travailleurs depuis les entrées approuvées jusqu'aux secteurs des travaux.
- .7 Les commissionnaires doivent accompagner et superviser les travailleurs en tout temps, que les quarts de travail soient de jour ou en dehors des heures de travail de l'établissement.
- .8 Le commissionnaire rendra compte directement au personnel de sécurité de l'installation et s'assurera que les directives de sécurité du chantier sont

respectées par tous les travailleurs.

- .1 Donner aux commissionnaires le pouvoir de retirer des lieux tout travailleur réputé non conforme aux directives de sécurité.
- .9 S'assurer que les commissionnaires sont pourvus d'un casque de sécurité, de bottes de sécurité et de tout autre équipement de protection individuelle approprié aux travaux et qu'il les porte, conformément aux exigences de santé et de sécurité au travail prescrites.

1.4 LAISSEZ-PASSER DE SÉCURITÉ

- .1 L'ensemble du personnel, visiteur ou travailleur, doit avoir un laissez-passer pour se rendre du côté piste. La zone opérationnelle de l'aéroport contenue dans le périmètre de la clôture de sécurité se trouve du côté de la piste.
- .2 Le personnel de sécurité de l'installation délivrera les laissez-passer à l'entrepreneur afin qu'il les remette aux travailleurs autorisés. Le nom de ces derniers devra figurer sur la liste de contrôle de la sécurité précisée ci-dessous.
- .3 Chaque membre du personnel sur place doit porter le laissez-passer qui lui a été remis, peu importe les heures de travail (jour ou nuit).
- .4 Être responsable d'obtenir les laissez-passer avant le début des travaux, notamment ceux dont ont besoin les sous-traitants, et constamment contrôler leur distribution aux travailleurs et leur utilisation par ces derniers. Il faut soumettre les demandes de laissez-passer le plus tôt possible avant le début des travaux.
- .5 Pendant la durée du présent contrat, l'accès au chantier sera interdit aux personnes qui n'auront pas de laissez-passer.
- .6 À la fin du projet, tous les laissez-passer délivrés aux travailleurs et aux sous-traitants doivent être remis au représentant du Ministère.
- .7 Signaler immédiatement au représentant du Ministère la perte, le vol ou la destruction d'un laissez-passer.

1.5 LISTE DE CONTRÔLE DE SÉCURITÉ

- .1 Fournir une liste indiquant le nom des employés et des sous-traitants qui seront présents sur place pendant toute la durée des travaux.
- .2 Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de chaque personne doivent figurer sur la liste.
- .3 Fournir une copie de la liste au représentant du Ministère et au commissaire à la sécurité aux fins de contrôle des travailleurs.
- .4 Mettre à jour la liste au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- .5 Vérifier que chaque travailleur peut fournir une pièce d'identité à la demande du personnel de sécurité ou de gestion de l'installation ou du représentant du Ministère.

1.6 ACCÈS CÔTÉ PISTE

- .1 Les clés de barrière nécessaires donnant accès à des zones côté piste peuvent être fournies à la discrétion du représentant du Ministère. Suivre toutes les instructions au sujet de l'utilisation, de l'entretien et de la remise des clés fournies. La formation essentielle est une condition préalable.
- .2 Les clés et les cartes d'accès de sécurité remises au commissionnaire sont pour son usage personnel, comme établi par le représentant du Ministère, et ne doivent en aucune circonstance être remises à un travailleur ou à un sous-traitant.
- .3 Il ne faut en aucune circonstance faire ou permettre aux travailleurs de faire des doubles des clés fournies.
- .4 À la fin du projet, remettre au représentant du Ministère toutes les clés et tous les laissez-passer qui ont été délivrés.
- .5 Signaler immédiatement au représentant du Ministère toute clé perdue, volée ou détruite.

1.7 SÉCURITÉ DU CHANTIER

- .1 Lorsque des travaux doivent être effectués en dehors des heures de travail convenues au début des travaux, donner un délai de préavis de 48 heures pour permettre la coordination de la sécurité côté piste par le représentant du Ministère.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 PERMIS

- .1 L'entrepreneur doit demander et obtenir tous les permis de construction nécessaires à l'achèvement des travaux.

1.2 RÉFÉRENCES ET CODES

- .1 Les travaux doivent être exécutés conformément au Code national du bâtiment – Canada 2015, y compris les modifications apportées jusqu'à la date de clôture de l'appel d'offres, et aux autres codes provinciaux ou locaux applicables, mais en cas de divergence ou d'écart, les dispositions les plus strictes s'appliqueront.
- .2 Les travaux doivent satisfaire aux exigences des documents mentionnés ci-après, ou les dépasser :
- .1 les documents contractuels;
- .2 les normes, les codes et les autres documents de référence prescrits.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre.

1.2 INSPECTIONS

- .1 Le représentant du Ministère doit avoir accès aux ouvrages. Si une partie des travaux ou des ouvrages est exécutée à l'extérieur du chantier, l'accès à cet endroit doit également lui être assuré pendant toute la durée de ces travaux.
- .2 Dans le cas où des ouvrages doivent être soumis à des inspections, à des approbations ou à des essais spéciaux commandés par le représentant du Ministère ou exigés aux termes de règlements locaux visant le chantier, en faire la demande dans un délai raisonnable.
- .3 Si l'entrepreneur a couvert ou a permis de couvrir un ouvrage avant qu'il n'ait été soumis aux inspections, aux approbations ou aux essais spéciaux requis, il doit découvrir l'ouvrage en question, voir à l'exécution des inspections ou des essais requis à la satisfaction des autorités compétentes, puis remettre l'ouvrage dans son état initial.
- .4 Le représentant du Ministère ordonnera l'inspection de toute partie de l'ouvrage dont la conformité aux documents contractuels est mise en doute. Si, après examen, l'ouvrage en question est déclaré non conforme aux exigences des documents contractuels, l'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour rendre l'ouvrage conforme aux exigences prescrites et assumer les frais d'inspection et de réparation. Si l'ouvrage en question est déclaré conforme aux exigences des documents contractuels, le représentant du Ministère assumera les frais d'inspection et de remise en état ainsi engagés.

1.3 ORGANISMES CHARGÉS DE L'ÉVALUATION

- .1 Le représentant du Ministère peut retenir les services d'un organisme tiers chargé de l'essai des matériaux aux fins de l'assurance de la qualité pour mettre à l'essai les parties de l'ouvrage normalement requises par chaque section.
- .2 L'entrepreneur sera responsable de ses propres activités de contrôle de la qualité afin de garantir la conformité aux documents contractuels. L'assurance de la qualité fournie par un organisme d'essai tiers engagé par le représentant du Ministère ne libère pas l'entrepreneur de ses propres activités de contrôle de la qualité. L'entrepreneur doit faire appel à son propre organisme chargé de l'évaluation des matériaux pour tester les parties de l'ouvrage qui sont normalement requises en vertu de chaque section.
- .3 Si des défauts sont relevés au cours des essais et/ou des inspections, le représentant du Ministère exigera une inspection plus approfondie et/ou des essais additionnels pour définir avec précision la nature et l'importance de ces défauts. Remédier aux défauts ou irrégularités comme indiqué par le représentant du Ministère, sans frais pour ce dernier. Payer les coûts liés aux nouveaux essais et à la réinspection.

1.4 ACCÈS AU CHANTIER

- .1 Permettre aux organismes chargés de l'inspection et de l'évaluation d'avoir accès au chantier ainsi qu'aux ateliers de fabrication et de façonnage situés à l'extérieur du chantier.
- .2 Collaborer avec ces organismes et prendre toutes les mesures raisonnables pour qu'ils disposent des moyens d'accès voulus.

1.5 PROCÉDURE

- .1 Aviser d'avance l'organisme approprié et le représentant du Ministère pour procéder à des essais afin que toutes les parties en cause puissent être présentes.
- .2 Fournir les échantillons et/ou les matériaux et le matériel aux fins d'essai, conformément aux exigences particulières du devis. Les soumettre dans un délai raisonnable et dans un ordre logique afin de ne pas retarder les travaux.
- .3 Fournir la main-d'œuvre et les installations nécessaires pour prélever et manipuler les échantillons ainsi que les matériaux et le matériel sur le chantier. Prévoir également l'espace requis pour l'entreposage et la cure des échantillons.

1.6 OUVRAGES OU TRAVAUX REJETÉS

- .1 Enlever les éléments défectueux jugés non conformes aux documents contractuels et rejetés par le représentant du Ministère, soit parce qu'ils n'ont pas été exécutés selon les règles de l'art, soit parce qu'ils ont été réalisés avec des matériaux ou des produits défectueux, soit parce qu'ils ont été endommagés, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés à l'ouvrage. Remplacer ou refaire les éléments en question selon les exigences des documents contractuels.
- .2 Le cas échéant, réparer sans délai les autres ouvrages de l'entrepreneur qui ont été endommagés lors des travaux de réfection ou de remplacement susmentionnés.
- .3 Si, de l'avis du représentant du Ministère, il n'est pas opportun de réparer les ouvrages défectueux ou jugés non conformes aux documents contractuels, le représentant du Ministère déduira du prix contractuel la différence de valeur entre l'ouvrage exécuté et celui prescrit dans les documents contractuels, le montant de cette différence étant déterminé par le représentant du Ministère.

1.7 RAPPORTS

- .1 Fournir des exemplaires de ces rapports au sous-traitant responsable des ouvrages inspectés ou mis à l'essai.

1.8 ESSAIS ET FORMULES DE DOSAGE

- .1 Fournir les rapports des essais et les formules de dosage exigés.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION ET INFORMATION

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre.

1.2 INSTALLATION ET ENLÈVEMENT

- .1 Indiquer s'il est nécessaire de disposer d'aires supplémentaires ou de zones de rassemblement.
- .2 Fournir les installations de chantier nécessaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .3 Démontez le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

1.3 TREUILLAGE

- .1 Fournir et installer les treuils nécessaires au déplacement des ouvriers, des matériaux et du matériel, et en assurer l'entretien et la manœuvre.
- .2 La manœuvre des treuils doit être confiée à des ouvriers qualifiés.

1.4 ENTREPOSAGE ET CHARGEMENT SUR LE CHANTIER

- .1 S'assurer que les travaux sont exécutés dans les limites indiquées dans les documents contractuels. Ne pas encombrer les lieux de façon déraisonnable avec des matériaux.
- .2 Ne pas surcharger, ni permettre de surcharger, une partie de l'ouvrage afin de ne pas compromettre l'intégrité.

1.5 STATIONNEMENT SUR LE CHANTIER

- .1 Il sera permis de stationner sur le chantier, à la condition que cela n'entrave pas l'exécution des travaux.
- .2 Aménager des voies convenables d'accès au chantier et en assurer l'entretien.

1.6 SÉCURITÉ

- .1 Lorsque les travaux sont de nature à compromettre la sécurité de la zone d'exploitation, prendre les moyens nécessaires pour rétablir provisoirement cette sécurité. Ériger des clôtures temporaires sur le chantier, au besoin, pour garder la zone d'exploitation de l'aéroport entièrement fermée. Fournir des barrières verrouillables au besoin. Toutes les clôtures et les barrières doivent avoir une hauteur minimale de 2,13 m. L'entrepreneur doit également employer les services de deux (2) accompagnateurs pendant toute la durée du projet. L'entrepreneur assumera les coûts associés aux services d'accompagnateurs.

1.7 BUREAUX

- .1 Non requis dans le cadre de ce contrat.

1.8 ENTREPOSAGE DE L'ÉQUIPEMENT, DES OUTILS ET DES MATÉRIAUX

- .1 Prévoir des remises verrouillables, à l'épreuve des intempéries, destinées à l'entreposage des matériaux, du matériel et des outils si cela est jugé nécessaire pour exécuter les travaux, et garder ces dernières propres et bien rangées.
- .2 Laisser sur le chantier les matériaux qui n'ont pas à être gardés à l'abri des intempéries dans les remises, mais de façon à ce qu'ils gênent le moins possible le déroulement des travaux.

1.9 EAU ET ÉGOUT TEMPORAIRES

- .1 Prévoir de l'eau et des installations sanitaires temporaires pour les ouvriers conformément aux règlements et aux ordonnances qui s'appliquent.

1.10 TÉLÉCOMMUNICATIONS TEMPORAIRES

- .1 Fournir les lignes et les équipements temporaires de téléphone, de télécopie et de transmission de données nécessaires à l'exécution des travaux.

1.11 SIGNALISATION DE CHANTIER

- .1 Aucun autre panneau ou publicité, autre que les panneaux d'avertissement, n'est autorisé sur le chantier, à moins d'une approbation ou d'une instruction du représentant du Ministère.
- .2 Les panneaux et avis de sécurité et d'information doivent être fournis dans les deux langues officielles; les symboles graphiques doivent être conformes à la norme CAN/CSA-Z321.
- .3 Garder les panneaux et les avis approuvés en bon état pendant toute la durée des travaux et les enlever du chantier une fois les travaux terminés ou avant, si le représentant du Ministère le demande.

1.12 PROTECTION ET MAINTIEN DE LA CIRCULATION

- .1 Au besoin, aménager des voies d'accès ainsi que des voies de déviation temporaires afin de maintenir la circulation.
- .2 Maintenir et protéger la circulation sur les voies concernées durant les travaux.
- .3 Prévoir des mesures pour la protection et la déviation de la circulation, y compris les services de surveillants et de signaleurs, l'installation de barricades, l'installation de dispositifs d'éclairage autour et devant l'équipement et la zone des travaux, la mise en place et l'entretien de panneaux d'avertissement, de panneaux indicateurs de danger et de panneaux de direction appropriés.
- .4 Protéger les passants contre les dommages aux personnes et aux biens.
- .5 Le matériel roulant de l'entrepreneur servant au transport des matériaux et du matériel qui entrent sur le chantier ou en sortent doit nuire le moins possible à la circulation routière.

- .6 S'assurer que les voies existantes et les limites de charge autorisées sur ces dernières sont adéquates. L'entrepreneur est tenu de réparer les voies endommagées à la suite des travaux de construction.
- .7 Construire les voies d'accès temporaires au chantier, selon les besoins.
- .8 Construire des routes de transport ayant des inclinaisons et des largeurs adéquates; éviter les virages serrés, les virages sans visibilité et les intersections dangereuses.
- .9 Prévoir les appareils d'éclairage, les panneaux de signalisation, les barricades et les marquages distinctifs nécessaires à une circulation sécuritaire.
- .10 Prendre les mesures nécessaires pour abattre la poussière afin d'assurer le déroulement sécuritaire des activités en tout temps.
- .11 L'emplacement, l'inclinaison, la largeur et l'alignement des routes de transport et d'accès au chantier doivent être approuvés par le représentant du Ministère.
- .12 Prévoir un dispositif d'éclairage visant à garantir la visibilité sur les routes de transport et les aires de travail durant les activités se déroulant la nuit.
- .13 S'occuper du déneigement pendant la durée des travaux, au besoin.
- .14 Fournir et maintenir un accès pour les camions de pompiers conformément aux codes et règlements en vigueur.
- .15 À la fin des travaux, faire disparaître les routes de transport indiquées par le représentant du Ministère.

1.13 NETTOYAGE

- .1 Évacuer quotidiennement du chantier de construction les débris, les déchets et les matériaux d'emballage.
- .2 Enlever les traces de poussière et de boue des chaussées revêtues en dur ou présentant une surface dure.
- .3 Entreposer les matériaux et le matériel récupérés au cours des travaux de démolition.
- .4 Ne pas entreposer de matériaux et de matériel neufs ou récupérés dans les installations de chantier.
- .5 Gestion des déchets : trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi ou de leur recyclage, conformément à la section 01 74 21 – Gestion et élimination des déchets de construction et de démolition.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Office des normes générales du Canada (ONGC ou CGSB)
 - .1 CGSB 1.59-97, Peinture-émail d'extérieur, brillante, aux résines alkydes.
 - .2 CAN/CGSB-1.189-00, Peinture d'impression, d'extérieur, aux résines alkydes, pour le bois.
- .2 Association canadienne de normalisation (CSA International)
 - .1 CSA O121-FM1978 (C2003), Contreplaqué en sapin de Douglas.

1.2 INSTALLATION ET ENLÈVEMENT

- .1 Fournir, mettre en place ou aménager les ouvrages d'accès et de protection temporaires nécessaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .2 Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

1.3 CLÔTURE

- .1 Lorsque les travaux sont de nature à compromettre la sécurité de la zone d'exploitation, prendre les moyens nécessaires pour rétablir provisoirement cette sécurité. Ériger des clôtures temporaires sur le chantier, au besoin, pour garder la zone d'exploitation de l'aéroport entièrement fermée. Fournir des barrières verrouillables au besoin. Toutes les clôtures et les barrières doivent avoir une hauteur minimale de 2,13 m. L'entrepreneur doit également employer les services de deux (2) accompagnateurs pendant toute la durée du projet. L'entrepreneur assumera les coûts associés aux services d'accompagnateurs.
- .2 Protéger les arbres et les éléments d'aménagement paysager existants contre les dommages causés par les équipements et les procédures de construction.

1.4 GARDE-CORPS ET BARRIÈRES

- .1 Fournir des garde-corps et des barrières rigides et sécuritaires et en installer autour des excavations profondes, des gaines techniques et des cages d'escaliers non fermées ainsi que le long de la bordure des planchers et des toits.
- .2 Fournir et installer ces éléments conformément aux exigences des autorités compétentes.

1.5 ÉCRANS PARE-POUSSIÈRE

- .1 Prévoir des écrans pare-poussière ou des cloisons isolées pour fermer les espaces où sont exécutées des activités génératrices de poussière, afin de protéger les travailleurs, le public et les surfaces ou les secteurs finis de l'ouvrage.
- .2 Garder ces écrans et les déplacer au besoin jusqu'à ce que ces activités soient terminées.

1.6 VOIES D'ACCÈS AU CHANTIER

- .1 Aménager les voies, les chemins, les rampes et les voies de construction nécessaires pour accéder au chantier, et en assurer l'entretien.

1.7 CIRCULATION DU PUBLIC

- .1 Retenir les services de signaleurs compétents et prévoir les dispositifs et les fusées de signalisation, les barrières, les feux et les luminaires nécessaires pour l'exécution des travaux et la protection du public.

1.8 VOIES D'ACCÈS POUR VÉHICULES D'URGENCE

- .1 Assurer un accès au chantier pour les véhicules d'urgence et prévoir à cet égard des hauteurs libres suffisantes.

1.9 PROTECTION DES PROPRIÉTÉS PUBLIQUES ET PRIVÉES AVOISINANTES

- .1 Protéger les propriétés publiques et privées avoisinantes contre tout dommage pouvant résulter de l'exécution des travaux.
- .2 Le cas échéant, assumer l'entière responsabilité des dommages causés.

1.10 PROTECTION DES SURFACES FINIES DU BÂTIMENT

- .1 Pendant la période d'exécution des travaux, protéger le matériel ainsi que les surfaces complètement ou partiellement finies de l'ouvrage.
- .2 Mettre en place les écrans, les bâches et les barrières nécessaires.
- .3 Assumer l'entière responsabilité des dommages causés aux ouvrages en raison d'un manque de protection ou d'une protection inappropriée.

1.11 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Gestion des déchets : trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi ou de leur recyclage, conformément à la section 01 74 21 – Gestion et élimination des déchets de construction et de démolition.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 QUALIFICATION DE L'ARPENTEUR

- .1 Arpenteur qualifié et agréé, habilité à exercer à l'endroit où se trouve le chantier et jugé acceptable par le représentant du Ministère.

1.2 POINTS DE RÉFÉRENCE D'ARPENTAGE

- .1 Avant d'entreprendre les travaux sur le terrain, déterminer et confirmer l'emplacement des points de contrôle, et assurer la protection de ces derniers. Préserver les points de référence permanents pendant les travaux de construction.
- .2 Ne pas modifier ni déplacer les repères sans autorisation écrite du représentant du Ministère.
- .3 Si un point de référence est perdu ou détruit, ou s'il doit être déplacé en raison de modifications des niveaux ou des emplacements, en aviser le représentant du Ministère.
- .4 Demander à l'arpenteur de replacer les points de contrôle en conformité avec le plan d'arpentage original.

1.3 EXIGENCES RELATIVES À L'ARPENTAGE

- .1 Établir deux repères de nivellement permanents sur le terrain, en se basant sur les repères déjà établis en fonction de points de contrôle. Consigner leur emplacement en inscrivant leurs coordonnées planimétriques et altimétriques dans les documents du dossier de projet.
- .2 Établir les lignes et les niveaux, puis déterminer les emplacements et l'implantation à l'aide d'instruments d'arpentage.
- .3 Jalonner le chantier en vue des travaux de nivellement, de remblayage et d'aménagement paysager.
- .4 Jalonner les talus et les bermes.

1.4 SERVICES EXISTANTS

- .1 Avant le début des travaux, définir l'étendue et l'emplacement des canalisations de services publics qui se trouvent dans la zone des travaux et en informer le représentant du Ministère.
- .2 Enlever les canalisations de service abandonnées se trouvant à moins de 2 m de structures. Sceller ou obturer de toute autre manière les extrémités des canalisations laissées en place, selon les directives du représentant du Ministère.

1.5 EMPLACEMENT DU MATÉRIEL ET DES APPAREILS

- .1 L'emplacement indiqué ou prescrit du matériel, des appareils d'éclairage et des prises doit être considéré comme approximatif.
- .2 Installer le matériel, les appareils d'éclairage et les systèmes de distribution de manière à causer le moins d'obstruction possible et à optimiser la superficie utilisable, et ce,

conformément aux recommandations du fabricant relatives à la sécurité, à l'accès et à l'entretien.

- .3 Informer le représentant du Ministère des travaux d'installation imminents et soumettre à son approbation l'emplacement prévu pour ces différents éléments.
- .4 À la demande du représentant du Ministère, lui soumettre un croquis indiquant la position relative des services et du matériel.

1.6 REGISTRES

- .1 Tenir un registre détaillé et précis des travaux d'arpentage et de vérification au fur et à mesure de l'avancement de ceux-ci.
- .2 Une fois les fondations terminées et les principales améliorations apportées, préparer un levé topographique indiquant les dimensions, l'emplacement, les angles et les cotes de niveau des ouvrages.
- .3 Consigner l'emplacement de toutes les canalisations de services publics, qu'elles aient été déplacées ou mises hors fonction, ou encore qu'elles soient demeurées intactes.

1.7 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION ET INFORMATION

- .1 À la demande du représentant du Ministère, soumettre les documents et les échantillons nécessaires à la vérification de l'exactitude des travaux d'ingénierie effectués sur le chantier.
- .2 Soumettre un certificat signé où sont confirmés l'emplacement et l'élévation de chaque ouvrage parachevé conforme ou non conforme aux documents contractuels.

1.8 CONDITIONS SOUTERRAINES

- .1 Aviser le représentant du Ministère, sans délai et par écrit, si les caractéristiques physiques du sous-sol, à l'endroit où se trouve le chantier, diffèrent sensiblement de celles indiquées dans les documents contractuels ou s'il y a de bonnes raisons de croire qu'une telle différence existe.
- .2 Après une enquête rapide, si le représentant du Ministère établit que les caractéristiques physiques du sous-sol diffèrent effectivement des conditions indiquées ou prévues, des instructions seront données en vue de la révision des travaux à effectuer aux termes des autorisations de modification transmises.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 NETTOYAGE DANS LE CADRE D'UN PROJET

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut, y compris ceux générés par le représentant du Ministère ou par les autres entrepreneurs.
- .2 Évacuer les matériaux de rebut hors du chantier quotidiennement, à des heures prédéterminées, ou les éliminer selon les directives du représentant du Ministère.
- .3 Prendre les dispositions avec les autorités compétentes et obtenir de ces dernières les autorisations nécessaires pour éliminer les déchets et les débris.
- .4 Prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour la collecte des matériaux de rebut et des débris.
- .5 Pour le recyclage, fournir et utiliser des conteneurs distincts clairement marqués. Se reporter à la section 01 74 21 – Gestion et élimination des déchets de construction et de démolition.
- .6 Enlever du chantier les matériaux de rebut et les débris.
- .7 Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant.

1.2 NETTOYAGE FINAL

- .1 Lorsque les travaux sont en état d'achèvement substantiel, enlever les matériaux en surplus, les outils ainsi que l'équipement et le matériel de construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution des travaux inachevés.
- .2 Enlever les débris et les matériaux de rebut, à l'exception de ceux générés par les autres entrepreneurs, et laisser le chantier propre et prêt à être occupé.
- .3 Avant l'examen final, enlever les matériaux en surplus, les outils, ainsi que la machinerie et le matériel de construction.
- .4 Enlever les déchets et les débris, y compris ceux générés par le représentant du Ministère ou les autres entrepreneurs.
- .5 Évacuer les matériaux de rebut hors du chantier à des heures prédéterminées ou les éliminer selon les directives du représentant du Ministère.
- .6 Prendre les dispositions avec les autorités compétentes et obtenir de ces dernières les autorisations nécessaires pour éliminer les déchets et les débris.
- .7 Balayer et laver les trottoirs, les marches et les autres surfaces extérieures; ratisser le reste du terrain.
- .8 Enlever les saletés et autres éléments qui déparent les surfaces extérieures.
- .9 Balayer et nettoyer les surfaces revêtues en dur.

1.3 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Gestion des déchets : trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi ou de leur recyclage, conformément à la section 01 74 21 – Gestion et élimination des déchets de construction et de démolition.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 Définitions
 - .1 Installation de recyclage approuvée ou autorisée : entreprise de recyclage approuvée par l'autorité provinciale compétente.
 - .2 Zone d'élimination approuvée : zone d'élimination désignée par le représentant du Ministère.
 - .3 Matières non dangereuses de classe III : déchets de construction, de rénovation et de démolition.
 - .4 Déchets de construction, de rénovation et/ou de démolition (CRD) : déchets solides non dangereux de classe III générés par les activités de construction, de démolition et/ou de rénovation.
 - .5 Décharge – remblais inertes : asphalte et béton exclusivement.
 - .6 Recyclabilité : caractère d'un produit ou d'un matériau pouvant être récupéré à la fin de son cycle de vie et transformé en un nouveau produit en vue de sa réutilisation ou de son réemploi.
 - .7 Recycler : processus de collecte ou de transformation de déchets et de matériaux recyclables destiné à permettre leur réintroduction dans un cycle de consommation en qualité de produits neufs.
 - .8 Recyclage : opération englobant le tri, le nettoyage, le traitement et la reconstitution de déchets solides et autres matières ou matériaux mis au rebut destinées à favoriser l'utilisation de ceux-ci sous une forme différente de leur état d'origine. Le recyclage ne comprend pas la combustion, l'incinération ou la destruction thermique des déchets.
 - .9 Réutilisation : utilisation répétée d'un produit ou d'un matériau dans sa forme originale, en vue d'un usage différent ou similaire. La réutilisation comprend :
 - .1 la récupération des produits et des matériaux pouvant être réutilisés ou réemployés, générés par des travaux de modernisation d'une structure ou d'un ouvrage, avant sa démolition, aux fins de leur revente ou de leur réutilisation ou réemploi au sein du même projet ou de leur entreposage en vue d'une utilisation ultérieure;
 - .2 le retour aux fournisseurs de produits et de matériaux pouvant être réutilisés, comme les palettes et les produits inutilisés.
 - .10 Récupération : enlèvement des composants et des matériaux de construction porteurs et non porteurs au cours de travaux de déconstruction ou de démontage de structures, en vue de leur réutilisation ou de leur recyclage.
 - .11 Déchets triés : déchets déjà classés par type.

- .12 Tri à la source : séparation des différents types de produits et de matériaux de rebut dès le moment où ils deviennent des déchets.

1.3 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION ET INFORMATION

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Tous les mois, durant tout le projet ou à des intervalles convenus avec le représentant du Ministère, préparer et soumettre ce qui suit :
 - .1 Les reçus, les billets de pesée, les bordereaux d'expédition ainsi que les reçus d'élimination des déchets montrant les quantités et les types de matériaux réutilisés, recyclés ou éliminés;
 - .2 Rapport écrit sommaire mensuel qui indique en détail les montants cumulatifs de déchets réutilisés/réemployés, recyclés et mis en décharge, ainsi qu'un état sommaire des activités liées à la gestion des déchets continues.
- .3 Avant le paiement final, soumettre ce qui suit :
 - .1 Les reçus, les billets de pesée, les lettres de transport et les reçus d'élimination des déchets qui confirment les quantités et les types de matériaux de rebut réutilisés/réemployés, recyclés et éliminés, ainsi que leur destination.

1.4 UTILISATION DES LIEUX ET DES INSTALLATIONS

- .1 Exécuter les travaux en perturbant le moins possible l'utilisation normale des lieux.
- .2 Respecter les mesures de sécurité établies par les installations.

1.5 SITES DE TRAITEMENT DES DÉCHETS

- .1 Il incombe à l'entrepreneur de chercher et de trouver des ressources de réacheminement des déchets et des fournisseurs de services. Les matériaux récupérés doivent être transportés en dehors des lieux vers une installation de recyclage approuvée et autorisée ou chez les utilisateurs de matériaux de rebut à recycler.

1.6 ENTREPOSAGE, MANUTENTION ET PROTECTION DES PRODUITS

- .1 Entreposer aux endroits indiqués les matériaux de rebut récupérés en vue de leur réutilisation ou de leur recyclage afin de ne pas interférer avec le travail.
- .2 Sauf prescription contraire, les matériaux qui doivent être évacués deviennent la propriété de l'entrepreneur.
- .3 Protéger, mettre en tas, entreposer et cataloguer les éléments récupérés.
- .4 Trier les matériaux ne pouvant être récupérés de ceux pouvant l'être. Transporter les articles ne pouvant être récupérés jusqu'à une installation d'élimination désignée.
- .5 Protéger les éléments d'ossature laissés en place et les matériaux de rebut récupérés contre les déplacements et les dommages.

- .6 Protéger les installations électriques et mécaniques de même que les ouvrages d'évacuation des eaux superficielles de manière à éviter qu'ils soient endommagés ou obstrués.
- .7 Prévoir, sur le chantier, des installations et des contenants pour collecter et stocker les matériaux réutilisables/réemployables et recyclables.
- .8 Trier et stocker dans les aires désignées les matériaux de rebut générés par le projet.
- .9 Empêcher la contamination des matériaux de rebut destinés à être récupérés et recyclés, conformément aux conditions d'acceptation des installations de traitement désignées.
 - .1 Il est recommandé de trier les matériaux de rebut à la source.
 - .2 Évacuer les matériaux de rebut recueillis pêle-mêle vers une installation de traitement à l'extérieur du chantier, afin qu'ils y soient triés.
 - .3 Obtenir les lettres de transport, les reçus et/ou les billets de pesée des matériaux de rebut triés et enlevés des lieux.
 - .4 On considère que les matières réutilisées sur place ont été réacheminées; elles doivent être incluses dans les rapports.

1.7 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Il est interdit d'enfouir les rebuts ou les déchets.
- .2 Ne pas jeter de type de déchets dans des cours d'eau ni dans des égouts pluviaux ou sanitaires.
- .3 Tenir un registre des déchets de construction indiquant ce qui suit :
 - .1 nombre et taille des bacs;
 - .2 type de déchets placés dans chaque bac;
 - .3 tonnage total de déchets générés;
 - .4 tonnage total de déchets réutilisés ou recyclés;
 - .5 destination des déchets qui seront réutilisés ou recyclés.
- .4 Évacuer les matériaux sur place au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

1.8 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Coordonner la gestion des déchets avec les autres activités exécutées au chantier afin d'assurer un déroulement ordonné des travaux.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 MISE EN ŒUVRE

- .1 Manutentionner conformément aux codes et aux règlements pertinents les déchets qui ne sont ni réutilisés, ni recyclés, ni récupérés.

3.2 NETTOYAGE

- .1 Nettoyage en cours de travaux : effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 – Nettoyage.
 - .1 Laisser le secteur des travaux propre à la fin de chaque journée.
- .2 Nettoyage final : une fois les travaux terminés, évacuer du chantier les matériaux et le matériel en surplus, les rebuts, les outils et le matériel conformément à la section 01 74 11 – Nettoyage.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 01 78 00 – Documents et éléments à remettre à l'achèvement des travaux.

1.2 EXIGENCES ADMINISTRATIVES

- .1 Procédure de réception des travaux
 - .1 Inspection de l'entrepreneur : inspecter les travaux, repérer les défauts et les défaillances et faire les réparations nécessaires pour que tout soit conforme aux exigences des documents contractuels.
 - .1 Aviser le représentant du Ministère par écrit une fois l'inspection de l'entrepreneur terminée, et soumettre un document attestant que les corrections ont été apportées.
 - .2 Présenter ensuite une demande pour que les travaux soient inspectés par le représentant du Ministère.
 - .2 Inspection effectuée par le représentant du Ministère
 - .1 Le représentant du Ministère effectuera avec l'entrepreneur une inspection des travaux dans le but de repérer les défauts et les défaillances.
 - .2 L'entrepreneur devra apporter les corrections demandées.
 - .3 Travaux d'achèvement : soumettre les documents certifiant que les tâches correspondant aux éléments ci-après ont été accomplies.
 - .1 Travaux : terminés et inspectés pour vérifier la conformité aux exigences des documents contractuels.
 - .2 Défauts et défaillances : corrigés.
 - .3 Matériel et systèmes : mis à l'essai, réglés, équilibrés et entièrement opérationnels.
 - .4 Fonctionnement des systèmes : démontré devant le représentant du Ministère.
 - .5 Travaux : terminés et prêts à être soumis à l'inspection finale.
 - .4 Inspection finale
 - .1 Lorsque les tâches d'achèvement sont terminées, présenter une demande pour que les travaux soient soumis à l'inspection finale, laquelle sera effectuée conjointement par le représentant du Ministère et l'entrepreneur.
 - .2 Si les travaux sont jugés incomplets par le représentant du Ministère, terminer les éléments qui n'ont pas été exécutés et présenter une nouvelle demande d'inspection.
 - .5 Déclaration d'achèvement substantiel des travaux : lorsque le représentant du Ministère considère que les défaillances et les défauts ont été corrigés et que les exigences contractuelles ont été en grande partie satisfaites, présenter une demande de production d'un certificat d'achèvement substantiel des travaux.

- .6 Début du délai de garantie et de la période d'exercice du droit de rétention : la date d'acceptation par le représentant du Ministère de la déclaration d'achèvement substantiel des travaux soumise sera la date du début de la période d'exercice du droit de rétention et du délai de garantie, sauf prescription contraire par la réglementation relative au droit de rétention en vigueur au chantier.
- .7 Paiement final
 - .1 Lorsque le représentant du Ministère considère que les défaillances et les défauts ont été corrigés et que les exigences contractuelles sont entièrement satisfaites, présenter une demande de paiement final.
 - .2 Si les travaux sont jugés incomplets par le représentant du Ministère, terminer les éléments qui n'ont pas été exécutés et présenter une nouvelle demande d'inspection.
- .8 Paiement de la retenue : après la délivrance du certificat d'achèvement substantiel des travaux, soumettre une demande de paiement de la retenue conformément aux dispositions de l'entente contractuelle.

1.3 NETTOYAGE FINAL

- .1 Effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 – Nettoyage.
 - .1 Évacuer du chantier les matériaux et le matériel en surplus, les rebuts, les outils et l'équipement.
- .2 Gestion des déchets : trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi ou de leur recyclage, conformément à la section 01 74 21 – Gestion et élimination des déchets de construction et de démolition.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 01 77 00 – Achèvement des travaux.

1.2 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION ET INFORMATION

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Fournir les relevés, les études, les dessins d'atelier, les manuels d'exploitation et d'entretien, les séquences opérationnelles du système, les garanties, les dossiers d'essai et les certificats.

1.3 FORMAT

- .1 Fournir les fichiers CAD de l'étude au format dwg sur une clé USB.
- .2 Fournir une copie annotée des dessins après exécution en format PDF sur une clé USB ou en format papier.
- .3 Fournir les autres documents en format PDF sur une clé USB.

1.4 CONTENU DU DOSSIER DE PROJET

- .1 Table des matières de chaque volume : indiquer la désignation du projet.
 - .1 Date de dépôt des documents.
 - .2 Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du représentant du Ministère et de l'entrepreneur ainsi que le nom des parties responsables.
 - .3 Une liste des produits et des systèmes, indexée d'après le contenu du volume.
- .2 Pour chaque produit ou chaque système, indiquer :
 - .1 le nom, l'adresse et le numéro de téléphone des sous-traitants et des fournisseurs, ainsi que des distributeurs locaux de matériel et de pièces de rechange.
- .3 Fiches techniques : marquer chaque fiche de manière à indiquer clairement les différents produits et pièces ainsi que les données relatives à l'installation; supprimer tous les renseignements non pertinents.
- .4 Dessins : les dessins servent à remplir les fiches techniques et à illustrer la relation entre les différents éléments du matériel et des systèmes; ils comprennent les schémas de commande et les schémas de principe.
- .5 Texte dactylographié : selon les besoins, pour remplir les fiches techniques.
 - .1 Donner les instructions dans un ordre logique pour chaque intervention, en incorporant les instructions du fabricant.

1.5 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À VERSER AU DOSSIER DE PROJET

- .1 Conserver sur le chantier, à l'intention du représentant du Ministère, un exemplaire ou un jeu des documents suivants :
 - .1 dessins contractuels;
 - .2 devis;
 - .3 addenda;
 - .4 ordres de modification et autres avenants au contrat;
 - .5 dessins d'atelier révisés, fiches techniques et échantillons;
 - .6 registres des essais effectués sur place;
 - .7 certificats d'inspection;
 - .8 certificats délivrés par les fabricants.
- .2 Conserver les documents du dossier de projet dans le bureau de chantier, séparément des documents d'exécution des travaux.
- .3 Étiqueter les documents et les classer selon la liste des numéros de section indiqués dans la table des matières du présent manuel de projet.
 - .1 Inscrire clairement « DOSSIER DE PROJET », en lettres moulées, sur l'étiquette de chaque document.
- .4 Garder les documents du dossier de projet propres, secs et lisibles.
 - .1 Ne pas les utiliser comme documents d'exécution des travaux.
- .5 Le représentant du Ministère doit avoir accès aux documents du dossier de projet aux fins d'inspection.

1.6 CONSIGNATION DES DONNÉES DANS LE DOSSIER DE PROJET

- .1 Consigner les renseignements sur un jeu de dessins à traits noirs fournis par le représentant du Ministère.
- .2 Consigner les renseignements à l'aide de marqueurs à pointe feutre en prévoyant une couleur différente pour chaque système important.
- .3 Consigner les renseignements au fur et à mesure que se déroulent les travaux.
 - .1 Ne pas dissimuler les ouvrages tant que l'information requise n'est pas enregistrée.
- .4 Dessins contractuels et dessins d'atelier : indiquer chaque donnée de manière à montrer les ouvrages tels qu'ils sont, y compris ce qui suit :
 - .1 la profondeur mesurée des éléments de fondation par rapport au niveau du premier plancher fini;
 - .2 l'emplacement, mesuré dans les plans horizontal et vertical, des canalisations de services et des accessoires souterrains par rapport aux aménagements permanents en surface;
 - .3 les modifications apportées sur place quant aux dimensions et aux détails des ouvrages;

- .4 les changements apportés par suite des autorisations de modification;
- .5 les détails qui ne figurent pas sur les documents contractuels d'origine;
- .6 les renvois à des modifications et dessins d'atelier connexes.
- .5 Devis : inscrire chaque donnée de manière à décrire les ouvrages tels qu'ils sont, y compris ce qui suit :
 - .1 le nom du fabricant, la marque de commerce et le numéro de catalogue de chaque produit effectivement installé, et en particulier des éléments facultatifs et des éléments de remplacement;
 - .2 les changements faisant l'objet d'addenda ou d'autorisations de modification.
- .6 Autres documents : garder les certificats des fabricants, les certificats d'inspection et les registres des essais effectués sur place prescrits dans chacune des sections techniques du devis.
- .7 Le cas échéant, fournir les photos numériques à verser au dossier du projet.

1.7 CERTIFICAT D'ARPENTAGE DÉFINITIF

- .1 Soumettre le levé topographique définitif attestant de la conformité ou de la non-conformité de l'emplacement et des cotes de niveau des ouvrages aux exigences des documents contractuels.
 - .1 Préparer une étude complète en tranchée pour toutes les installations de services publics.
 - .2 Préparer un levé topographique complet de l'ouvrage construit pour saisir toutes les caractéristiques de surface.
- .2 Repérer tous les bâtiments, les routes, les plateformes, les arbres, les poteaux, les clôtures, les barrières, les canalisations abandonnées, les canalisations recouvertes et les nouvelles canalisations/nouveaux tuyaux dans la zone de construction.
- .3 Fournir l'étude sur une clé USB en format AutoCAD dwg ainsi qu'un fichier CSV ou ASCII de points de données brutes.

1.8 GARANTIES ET CAUTIONNEMENTS

- .1 Élaborer un plan de gestion des garanties qui contient les informations pertinentes sur les garanties.
- .2 Soumettre le plan de gestion des garanties au représentant du Ministère.
- .3 Le plan de gestion des garanties doit inclure les mesures et documents requis pour assurer que le représentant du Ministère soit couvert par les garanties auxquelles il a droit.
- .4 Le plan doit être présenté sous forme narrative et il doit contenir suffisamment de détails pour être ultérieurement utilisé et compris par le personnel chargé de l'entretien et des réparations.
- .5 Rassembler les données approuvées sur la clé USB comme suit :
 - .1 Séparer chaque garantie ou cautionnement de la liste de la table des matières;
 - .2 Dresser une liste des sous-traitants, des fournisseurs et des fabricants, avec le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du responsable désigné de chacun;

- .3 Obtenir les garanties et les cautionnements signés en double exemplaire par les sous-traitants, les fournisseurs et les fabricants dans les dix (10) jours suivant l'achèvement du lot de travaux concerné;
- .4 S'assurer que les documents fournis sont en bonne et due forme, qu'ils contiennent tous les renseignements requis et qu'ils sont notariés;
- .5 Contresigner les documents à soumettre lorsque c'est nécessaire;
- .6 Conserver les garanties et les cautionnements jusqu'au moment prescrit pour les remettre.
- .6 Donner rapidement suite à toute demande verbale ou écrite de dépannage ou de travaux de réparation requis en vertu d'une garantie.
- .7 Toutes instructions verbales doivent être suivies d'instructions écrites.
 - .1 Le représentant du Ministère pourra intentier une action contre l'entrepreneur si ce dernier ne respecte pas ses obligations.

1.9 CALENDRIER DE LIVRAISON

- .1 Accompanyer les demandes d'informations sur les enregistrements d'un document de transmission contenant :
 - .1 la date;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse de l'entrepreneur;
 - .4 toute autre donnée pertinente.
- .2 Dans les quatre (4) semaines suivant l'achèvement substantiel des travaux, ou comme convenu autrement, l'entrepreneur doit livrer le dossier d'information contenant les données requises telles que définies dans le présent document.
 - .1 Prévoir dix (10) jours ouvrables au représentant du Ministère pour examiner chaque lot de documents soumis.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION